



SOLIDAIRES, UNITAIRES, DEMOCRATIQUES
GROUPE BANQUES POPULAIRES
CAISSES D'ÉPARGNE

SUD-SOLIDAIRES BPCE
24, BOULEVARD DE L'HOPITAL
75005 PARIS

TEL : 01 42 33 41 62 / www.sudbpce.com /  SUDBPCE

Union
syndicale
Solidaires

LE VRAI VISAGE DE NATIXIS

Dans le Groupe BPCE, les banques de détail que sont les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ont pour vocation de recevoir les dépôts des épargnants et d'octroyer des crédits aux particuliers ainsi qu'aux entreprises. BPCE possède également une banque de financement et d'investissement (BFI) ou banque d'affaires, NATIXIS, qui a pour clients les institutions publiques, les institutions financières, les grandes entreprises et les particuliers très fortunés. Mais, quelle réalité se cache derrière NATIXIS ?



La spéculation est l'activité principale des banques d'affaires

Quitte à ce que les particuliers en fassent les frais. Natixis a été la banque française la plus impactée par la crise des *subprimes* aux États-Unis qui a jeté à la rue des millions de familles. Les pertes de Natixis ont coûté plus de 10 milliards d'euros au Groupe BPCE. On retrouve les BFI au premier rang du financement de l'industrie des armes nucléaires ainsi que l'atteste le dernier rapport « *Don't Bank on the Bomb* » de novembre 2015. Ces dernières années, ces banques ont également participé à des financements spéculatifs qui se sont révélés catastrophiques pour les communes et les hôpitaux, piégés par des emprunts toxiques générant un coût pour la collectivité de près de 20 milliards d'euros. Aujourd'hui, l'Autorité des marchés financiers mène une enquête sur une filiale de NATIXIS, soupçonnée d'avoir mis en place des mécanismes occultes sur certains produits afin de prélever des marges indues

dans le but d'améliorer ses performances, mais aussi d'augmenter les bonus de ses dirigeants. Le tout aux dépens de ses clients. Le responsable du contrôle interne de la filiale qui a mis au jour ces pratiques a été licencié en novembre 2014, un mois après les avoir dénoncées.

Tous les moyens sont bons pour réaliser des profits, y compris la fraude et l'évasion fiscale

Il suffit de lire le rapport des associations CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France, Secours catholique Caritas et la Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires (« *En quête de transparence. Sur la piste des banques françaises dans les paradis fiscaux* ») publié le 16 mars dernier pour s'en convaincre. Ses auteurs ont recensé 81 filiales de BPCE dans les paradis fiscaux et judiciaires et ils nous apprennent qu'un salarié du groupe BPCE en Irlande est 31 fois plus productif qu'un salarié moyen de sa banque ! Ces pratiques scandaleuses n'ont pas empêché BPCE de recevoir 107 millions d'euros de l'État en 2014 au titre du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi).

1,1 milliards d'euros pour les actionnaires, des centimes pour les salariés

Lors de l'assemblée générale de Natixis du 24 mai, les actionnaires conviés auront-ils le courage de poser aux responsables de la banque les questions qui s'imposent sur la déontologie, l'éthique et la vocation de leur banque, ou bien les confortables dividendes que leur versera Natixis (1,1 milliard d'euros, soit 85 % du résultat net de la banque, bien plus que ce qui est versé aux salariés en intéressement) suffiront-ils à acheter leur silence ? S'indigneront-ils des conditions de travail et de rémunération (0,6 % d'augmentation en 2016... à partir de mars) des salariés du Groupe BPCE ? Dénonceront-ils les suppressions d'emplois et les fermetures d'agences annoncées par François PEROL et Catherine HALBERSTATD dans les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ?

Pour Sud-Solidaires BPCE, le système bancaire privé qui a plongé les économies, les États et les populations dans une crise d'une extrême gravité ces dernières années doit de toute urgence être socialisé, c'est-à-dire placé sous contrôle citoyen et transformé en un véritable service public bancaire. Ce service public bancaire serait enfin mis au service des populations et de la planète en finançant les attentes essentielles de notre temps : les besoins sociaux fondamentaux et la transition écologique.

Paris, le 20 mai 2016 / 08-2016

L'exécutif national Sud-Solidaires BPCE : Jérôme Bonnard – Gabriel Breuillat – Fabien Cloirec – Jean Feuz – Dany Gilot – Bernadette Konieczynski – Alain Quesne – Alexandra Rideau – Patrick Saurin